

Politiques publiques et contributions politiques¹

Politiques publiques

Nous surveillons les enjeux de politique publique importants qui pourraient avoir des répercussions sur notre entreprise, les collectivités et la société dans tous les territoires où la Banque Toronto-Dominion et ses filiales (désignées collectivement par l'appellation la « TD » ou la « Banque ») exercent leurs activités. Ces enjeux comprennent ceux que nous avons cernés lors de notre analyse annuelle des sujets importants, par exemple l'impôt, l'accès aux services financiers et l'inclusion financière, ainsi que les logements abordables.

Comme la TD exerce ses activités dans un secteur hautement réglementé, les changements apportés aux règlements et aux politiques régissant les services financiers nous touchent particulièrement; ainsi, nous sommes naturellement soucieux de contribuer à l'instauration d'un marché financier sain et viable. Puisque nous sommes motivés par un souci de transparence en ce qui concerne nos contributions politiques et nos interactions liées aux politiques publiques, toutes ces activités sont régies par nos politiques et procédures internes.

De plus, le Comité de gouvernance du conseil d'administration supervise la stratégie de responsabilité

d'entreprise de la TD ainsi que ses résultats, élabore des principes de gouvernance d'entreprise, y compris le Code de conduite et d'éthique professionnelle, et formule des recommandations à ce sujet au conseil d'administration, en plus de recevoir des rapports portant sur les répercussions importantes des interactions de la TD en lien avec les politiques publiques.

La TD s'engage à se conformer à toutes les exigences de déclaration applicables relativement à ses échanges avec les représentants du gouvernement ainsi qu'à l'ensemble des lois, règles et règlements qui les régissent. Les règles qui s'appliquent à ces interactions sont énoncées dans la politique de conformité sur l'enregistrement des activités de lobbying (à l'échelle du gouvernement fédéral canadien) et la politique de lutte contre le trafic d'influence et la corruption de la TD. Tous les employés et administrateurs de la Banque sont par ailleurs tenus de lire le Code de conduite et d'éthique professionnelle de la TD, lequel comprend une section Cadeaux et activités de divertissement et une section Activités politiques et de bienfaisance. Ils doivent attester qu'ils s'y conforment et suivre chaque année une formation portant sur ce code.

La TD s'investit dans les questions de politiques publiques de différentes façons :

- Nous surveillons l'activité gouvernementale et les développements en matière de législation et de réglementation afin de rester informés des enjeux importants.
- Nous dialoguons avec les élus, les fonctionnaires et les organismes de réglementation et de pression dans le but de les sensibiliser à la position de la TD.
- Nous participons aux processus pertinents d'élaboration des politiques (p. ex. consultations publiques et sectorielles) en offrant des idées et une expertise constructives dans le but de contribuer à l'élaboration de politiques solides.

Relations gouvernementales au Canada

Au Canada, le service Affaires gouvernementales de la TD coordonne le dialogue de la Banque avec les élus et les fonctionnaires, ainsi qu'avec un grand nombre des associations sectorielles et des organismes de pression avec lesquels nous entretenons des relations. Le groupe Relations avec les autorités de réglementation de la TD gère les interactions avec les organismes de réglementation au Canada et à l'étranger (sauf aux États-Unis).

La TD interagit surtout avec le gouvernement fédéral, dont relèvent toutes les opérations bancaires et nombre d'autres services financiers. La politique de conformité sur l'enregistrement des activités de lobbying de la TD satisfait à toutes les exigences fédérales en matière de déclaration des activités de lobbying. De plus, la TD fait rapport de toutes ses activités au Commissariat au lobbying du Canada, conformément aux exigences.

Relations gouvernementales aux États-Unis

Aux États-Unis, l'équipe Affaires gouvernementales et réglementaires gère les relations de la Banque avec les organismes de réglementation, les élus et les autres employés gouvernementaux aux niveaux fédéral, étatique et local. Elle coordonne également ses relations avec des associations professionnelles clés. TD Bank^{MD}, America's Most Convenient Bank^{MD} (« TD Bank U.S. ») a adopté une politique exhaustive en matière de lutte contre le trafic d'influence et la corruption aux États-Unis et travaille en étroite collaboration avec l'équipe responsable de la conformité en matière de conduite et d'éthique professionnelle aux États-Unis pour examiner les activités politiques, les contributions politiques, les activités professionnelles externes ainsi que les cadeaux et les divertissements. Nous offrons en outre une formation approfondie sur l'éthique aux employés qui interagissent avec des représentants gouvernementaux.

Politiques pertinentes de la TD

Politique de conformité sur l'enregistrement des activités de lobbying (interne)

Code de conduite et d'éthique professionnelle (partie 3, section K)

Politique de lutte contre le trafic d'influence et la corruption

¹ Toutes les données sont en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.



Politiques publiques et contributions politiques¹ suite

Le tableau ci-dessous donne un aperçu de certains des principaux sujets sur lesquels la TD a échangé avec les gouvernements fédéraux, étatiques et locaux en 2025.

SUJET	ENTITÉ VISÉE	PRINCIPAUX DÉVELOPPEMENTS ET POSITIONS OU ACTIVITÉS DE LA TD
Modification des lois ou de la réglementation		
Community Reinvestment Act	Gouvernement des États-Unis	La TD collabore avec des associations professionnelles et les organismes de réglementation du secteur bancaire aux États-Unis en vue de moderniser la loi <i>Community Reinvestment Act</i> .
Services bancaires axés sur les consommateurs	Gouvernement du Canada	La TD participe aux discussions en cours entre le secteur des services financiers et le gouvernement du Canada relativement aux services bancaires axés sur les consommateurs.
Paielements	Gouvernement du Canada et Réserve fédérale américaine	La TD collabore avec le gouvernement du Canada, la Banque du Canada et Paielements Canada, ainsi qu'avec des représentants du gouvernement américain, dans le cadre d'initiatives visant à moderniser les systèmes et les règles de paiement essentiels à l'écosystème de paiements du Canada et des États-Unis.
Cybersécurité	Gouvernements du Canada et des États-Unis	La TD collabore avec de hauts fonctionnaires du gouvernement du Canada et du gouvernement des États-Unis sur des stratégies globales de cybersécurité pour lutter contre les cybermenaces qui pèsent sur le secteur des services financiers.
Protection des renseignements personnels	Gouvernements du Canada, des États-Unis, des États et des provinces	La TD collabore avec plusieurs paliers des gouvernements au Canada et aux États-Unis qui cherchent à réformer leurs lois respectives en matière de protection des renseignements personnels afin d'offrir aux utilisateurs plus de transparence et de contrôle sur la collecte et l'utilisation de leurs renseignements personnels.
Facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG)	Gouvernement du Canada	La TD collabore avec le gouvernement du Canada relativement aux politiques climatiques et à la finance durable, afin de déterminer la marche à suivre pour atteindre des émissions de gaz à effet de serre nettes nulles d'ici 2050.
Exigences pour les services en français	Gouvernement du Canada	La TD collabore avec le gouvernement fédéral tandis qu'il envisage de nouvelles mesures qui pourraient s'appliquer dans des régions comptant une forte population francophone à l'extérieur du Québec.
Actifs numériques	Gouvernements du Canada et des États-Unis	La TD continue de collaborer activement avec les gouvernements du Canada et des États-Unis concernant les cadres de travail réglementaires et législatifs applicables aux actifs numériques. Au Canada, cela comprend un nouveau cadre de politique ainsi que la <i>Loi sur les cryptomonnaies stables</i> ; aux États-Unis, cela comprend la mise en œuvre de la loi GENIUS pour les cryptomonnaies stables de paiement ainsi qu'une proposition de loi sur la structure du marché des cryptomonnaies.
Lutte contre le blanchiment d'argent (LCBA)	Gouvernements des États-Unis et du Canada	La TD collabore avec les gouvernements fédéraux des États-Unis et du Canada pour actualiser les programmes de LCBA.
Commerce et tarifs douaniers	Gouvernement du Canada	La TD fournit des conseils stratégiques au gouvernement du Canada sur les mesures qui pourraient aider les clients concernés.

¹ Toutes les données sont en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.



Contributions politiques en 2025

Canada

En 2025, les contributions politiques de la TD au Canada étaient conformes au niveau des années précédentes. La TD a versé une contribution au parti au pouvoir et au parti de l'opposition officielle dans les provinces où les dons d'entreprise sont autorisés. À l'heure actuelle, huit

provinces les interdisent et ces dons ne sont pas non plus permis au niveau fédéral. Nos contributions sont de nature non partisane, sont toutes consignées dans les archives publiques et peuvent être consultées sur le site Web des bureaux provinciaux du directeur de scrutin.

	2025	2024	2023
Fédéral	S. O.	S. O.	S. O.
Provincial	29 000,00 \$	29 000,00 \$	29 000,00 \$
Municipal	-	-	-
TOTAL	29 000,00 \$	29 000,00 \$	29 000,00 \$

États-Unis

La législation fédérale aux États-Unis interdit aux sociétés, incluant les banques nationales, de verser des contributions politiques aux candidats qui se présentent aux élections de niveau fédéral, étatique ou local. Toutefois, les contributions sont permises si elles sont versées dans un fonds distinct créé par les banques nationales et autres sociétés. Ces fonds portent le nom de comités d'action politique (« PAC » en anglais).

Toutes les contributions émanant du PAC de TD Bank U.S. et versées aux candidats qui se présentent aux élections fédérales sont déclarées à la commission électorale fédérale et sont consignées dans les archives publiques. En outre, les employés dont la contribution au PAC de TD Bank U.S. est égale ou supérieure à 200 \$ par année voient celle-ci déclarée et consignée dans les archives publiques. Pour en savoir plus sur le PAC de TD Bank U.S., consultez la base de données de la Federal Election Commission. Un conseil d'administration est chargé de le diriger conformément à ses statuts constitutifs. Cela contribue à assurer une gestion adéquate du PAC ainsi que son bon fonctionnement, et témoigne de l'importance que nous accordons à une gouvernance rigoureuse.

TD Bank U.S. a créé en août 2011 un comité d'action politique au palier fédéral, le TD Bank U.S. Holding Company PAC (le « PAC de TD Bank U.S. »), dans lequel les employés admissibles et intéressés peuvent verser des contributions volontaires. Le PAC de TD Bank U.S. reverse des contributions à des membres du Congrès qui soutiennent un secteur des services financiers vigoureux et des politiques économiques saines. Ce PAC est de nature non partisane et est financé uniquement par les contributions volontaires d'employés admissibles qui sont citoyens ou résidents permanents des États-Unis. Les contributions peuvent être versées au moyen d'un système de retenue salariale mis sur pied par TD Bank U.S. Les activités quotidiennes du PAC de TD Bank U.S. sont supervisées par un conseil d'administration qui approuve où et à qui les contributions du PAC sont versées. TD Bank U.S. Holding Company n'administre aucun « super PAC », ne contribue pas à de tels PAC et ne gère aucun PAC au palier étatique.

En 2025, le PAC de TD Bank U.S. a versé 304 500 \$ US à 80 membres du Congrès des partis démocrate, indépendant et républicain et à cinq PAC du secteur des services financiers. Le PAC de TD Bank U.S. verse des contributions politiques qui sont permises par la loi fédérale et qui sont conformes aux lignes directrices strictes de la TD en matière d'activités liées aux politiques publiques et à leur promotion. Aucune contribution n'est versée dans le but d'obtenir un avantage déloyal ou inapproprié.

Autres pays

La TD n'a versé aucune contribution politique à l'extérieur du Canada et des États-Unis.

¹ Toutes les données sont en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.



Adhésions et associations

La TD est également membre de diverses associations sectorielles qui peuvent échanger avec des représentants du gouvernement sur des questions liées au secteur des services financiers. La liste ci-dessous reprend les principales organisations et associations professionnelles dont la TD est membre et qui peuvent faire du lobbying auprès des gouvernements.

En 2025, des frais annuels d’adhésion supérieurs à 50 000 \$ ont notamment été versés aux organismes suivants :

Adhésions au Canada	Adhésions aux États-Unis
• Conseil canadien des affaires • Comptables professionnels agréés du Canada • Association des banquiers canadiens • Bureau d'assurance du Canada • Association des marchés de valeur et des investissements • Ombudsman des services bancaires	• American Bankers Association • American Financial Services Association • Bank Policy Institute • Connecticut Bankers Association • Consumer Bankers Association • Delaware Bankers Association • Electronic Transactions Association • Equipment Leasing and Finance Association • Florida Bankers Association • Institute of International Bankers • Institute of International Finance • Investment Company Institute • Massachusetts Bankers Association • Mortgage Bankers Association • New Jersey Bankers Association • New York Bankers Association • Pennsylvania Bankers Association • Securities Industry and Financial Markets Association • South Carolina Bankers Association • The Clearing House

Aux États-Unis, les associations professionnelles fédérales font état chaque année à leurs membres du pourcentage des frais d’adhésion attribué aux dépenses pour des activités de lobbying. Ces dépenses ne sont pas déductibles au sens de l’alinéa 162(e) de l’*Internal Revenue Code* (États-Unis). En 2025, le montant total des cotisations d’adhésion aux États-Unis qui a été alloué aux dépenses liées à des activités de lobbying pour la TD s’élevait à 404 111,94 \$ US.

Mars 2026

¹ Toutes les données sont en dollars canadiens, à moins d’indication contraire.

